

Entretien avec Josu Urrutikoetxea dans BERRIA  
(Pays Basque), 14/12/2020, Paris

## Version en français

**JOSU URRUTIKOETXEA**  
(ancien interlocuteur d'ETA)

# **« Négociier pour la paix est-il un crime terroriste ? Ça n'a aucun sens »**

Josu Urrutikoetxea est libre, sous conditionnelle, depuis fin juillet 2020, et vit à Paris. Il a représenté ETA lors des deux dernières tables de dialogue du conflit basque. La France le jugera pour cela. De plus, Madrid, le veut entre ses mains. L'ancien prisonnier basque a déclaré qu'il a agi en faveur de la paix et de la réparation.

**Enekoitz Esnaola (BERRIA), Paris**



*(Josu Urrutikoetxea, Paris, 14/12/2020)*

La rencontre avec Josu Urrutikoetxea (Ugao, Biscaye, 1950) ancien interlocuteur d'ETA a eu lieu dans un hôtel de Paris. Loquace, il parle avec passion. Il a donné des informations et partagé ses réflexions. L'entretien a duré trois heures.

**BERRIA : Vous avez été arrêté le 16 mai dernier. Vous étiez dans les Alpes françaises.**

Josu Urrutikoetxea : C'est un lieu magique pour moi. J'aime la montagne depuis toujours. Grâce à la solidarité que j'y ai trouvée, je n'ai eu aucun mal à m'intégrer. J'avais de la chance : la première chose que je voyais en me levant, c'était le Mont Blanc.

**Vous alliez vous faire opérer ce jour-là.**

Oui. Quelques jours plus tôt, je suis allé voir un médecin parce que j'avais un problème de santé. Il m'avait ordonné de faire des examens, et je suis allé les faire deux jours avant mon arrestation. Il m'a dit tout

de suite que c'était un problème grave et qu'il fallait que j'aille à l'hôpital. Je suis donc allé aux urgences, j'y ai été reçu assez vite. Je suis revenu deux jours plus tard. Il était sept heures du matin, et j'avais mon rendez-vous pour préparer l'opération un quart d'heure plus tard. On m'a arrêté devant la porte.

**En raison du protocole anti-djihadiste, les hôpitaux doivent communiquer le nom des patients qui s'y rendent.**

J'ai donné un autre nom. Je me faisais appeler *Bruno Marti*. À l'hôpital ils m'ont demandé pourquoi je n'avais pas de papier correspondant à cette identité. Je leur ai répondu que j'étais allé aux urgences, et que quelqu'un qui va aux urgences oublie parfois l'essentiel.

**Comment s'est passé le moment de l'arrestation ?**

Ce n'était pas du tout violent.

**N'y avait-il que la police française ?**

Une demi-douzaine, pas plus.

**La Garde Civile dit avoir été là ; une garde civile serait même venue vous voir.**

C'est faux. Le type qui m'a conduit à l'hôpital, Gérard, est un guide de haute montagne. À cette époque je vivais dans une ferme de montagne. Je suis donc allé à l'hôpital avec Gérard en voiture. Quand il m'y a déposé, il est sorti de la voiture en premier, puis je suis sorti à mon tour. Tout à coup, les policiers sont sortis des alentours : pas précipitamment, mais plutôt lentement. Ils m'ont directement dit que c'était la police. Il y en avait un qui disait : « Du calme, du calme ». Il m'a même appelé par mon prénom, *Josu*.

**Ils savaient donc que c'était vous.**

Ils se sont peut-être doutés en me voyant.

## **Pas avant ?**

J'en serais surpris. Quand la police française — et la police espagnole — a une piste, ou quelque chose sur quelqu'un, ils ont une méthode bien connue : ils photographient en amont les personnes, les lieux... Ils préparent l'opération. Mais à cette époque là, ils n'avaient rien sur moi.

## **Était-ce une opération de police ?**

Oui, mais elle était fortuite.

## **Ils avaient déjà essayé de vous arrêter en 2011, en 2013...**

Quand ils arrêtent quelqu'un, des photos finissent par sortir, tôt ou tard...

## **...vos photos ont été prises en 2013.**

Je sais où ils les ont prises, parce que je m'en étais rendu compte. Quelques jours plus tôt, je les avais repérés. Je m'en étais aperçu tout de suite.

**Vous aviez fui aussitôt. Deux ans plus tôt, au Mont Blanc, vous aviez déjà fui avec une autre personne. Une histoire raconte que vous aviez alors reçu un appel de mise en garde depuis le Kenya.**

Ils savent très bien que c'est un montage de toute pièce ! Cet appel, en réalité contient une autre histoire, que j'ai découverte par hasard, bien plus tard. Un de mes amis qui serait dans le milieu de la contrebande aurait reçu un appel en lui indiquant : « Nous annulons ce rendez-vous ». D'où le montage. Un véritable cirque. Ils avaient déjà essayé de m'arrêter en 2004, au Pays Basque Nord. Et même en 1987, à Senpere [Saint Pée Sur Nivelle, Labourd, Pays Basque Nord].

**Il est évident que Madrid vous considère comme le symbole du parcours d'ETA.**

En tout cas, c'est ce qu'eux font de moi. J'avais réussi à m'enfuir une

première fois en 1971, quand ils ont encerclé Sollube [Biscaye, Pays Basque Sud]. Peut-être que leur récit a commencé à ce moment là. À travers le pouvoir des médias, notre lutte regorge d'histoires de montages policiers. « On a arrêté le chef ». Deux mois plus tard, ils récrivent la même chose. Il me semble que nous devrions nous plonger dans l'Histoire : du temps des Wisigoths, on écrivait *Domuit Vascones*. C'est une copie de ça. Ça continue.



**L'Espagne vous veut entre ses mains, et a lancé deux mandats d'arrêt européens et deux demandes d'extraditions à l'attention de la France. À quoi devons-nous nous attendre ?**

À un avenir sombre, à vrai dire. La position de l'Etat espagnol envers moi est la même qu'envers beaucoup d'autres. Il y a deux extraditions et deux mandats d'arrêt européens, parce qu'ils n'ont pu inventer ou construire d'autres procédures. Quand j'étais en prison de 1996 à 2000, ils avaient essayé de m'impliquer pour l'affaire de Saragosse [1987]. Ils n'avaient rien me concernant. Je suis passé plusieurs fois devant le juge Garzon ; et pas seulement à cause de cette affaire ! Ces années-là, plus d'une vingtaine procédures m'ont été notifiées.

**La Garde Civile dit que vous étiez membre de la direction d'ETA à cette époque, et que l'attaque contre la caserne de Saragosse a eue votre approbation.**

S'ils en sont si sûrs, pourquoi n'ai-je pas été inculpé entre 1996 et 2000 ? Ils me tenaient, j'étais incarcéré. Cela indique bien qu'il y a une intention précise dans leurs accusations. À propos de cette affaire, j'avais été convoqué devant le juge Garzon. Juan Manuel Soares Ganboa était là, lui aussi. Garzon lui avait demandé comment il avait été informé de mon implication ; il lui avait répondu qu'il ne savait pas précisément, mais qu'il en était question dans le milieu. Il n'en donna aucune preuve.

**Vous étiez dans la branche internationale d'ETA à cette époque ?**

C'est exact.

**Alain Ortega, chef des opérations des services de l'information en France, affirme que c'est le *commando Argala* qui avait préparé Saragosse, et que seul les chefs militaires d'ETA étaient au courant.**

De tout temps dans l'organisation ETA, en guise de mesure de sécurité, le moins de gens possible devait savoir qui étaient les membres des commandos, ce qu'ils faisaient, et où ils étaient.

**Dans cet attentat de décembre 1987, 11 personnes ont été tuées par ETA, dont cinq enfants. Qu'est-ce que cela vous fait ? Le voyez-vous différemment aujourd'hui ?**

On voit toujours les choses différemment avec le recul. La violence n'a jamais été, à mon avis, une fin en soi pour l'organisation, parce qu'elle était une organisation politique qui menait une lutte armée à des fins politiques. La violence n'est jamais le but. Celui qui s'en sert sait — et en l'occurrence ses ennemis aussi — qu'il peut y avoir des dégâts, et l'organisation a toujours cherché à éviter ces dégâts collatéraux. Mais cela est très difficile. Les dégâts irréversibles sont graves pour tout le monde. Ça m'a toujours inquiété, et c'est ce que j'ai ressenti au plus profond de mon être. Puisque nous parlons précisément des casernes de la Garde Civile, l'organisation avait indiqué à plusieurs reprises,

dans les années 1980, qu'elle ne viserait pas seulement les gardes civils, mais aussi leurs casernes avec tout ce que cela supposait. Personne ne le souhaitait, mais cela finit par arriver.

**Dans les années 1980, ETA a pris un virage, en commençant à utiliser les voitures piégées. Il y avait donc plus de risques de causer des dégâts collatéraux...**

C'est exact. L'utilisation d'un tel dispositif, double, voire même triple les risques. C'est difficile à contrôler.

**Certains disent que c'est à ce moment là qu'ETA a commencé à perdre son soutien populaire, parce que les victimes étaient aussi des civils.**

C'est un des arguments utilisé par le monde médiatique. L'organisation aurait disparu depuis bien longtemps, sans la solidarité, l'aide et l'implication des gens au Pays Basque et ailleurs. Dès qu'il y a une affaire dite *terroriste*, tous les arguments sont bons ; ils mettent tout dans le même sac. Le mot *terrorisme* est un grand fourre-tout dans lequel on peut mettre tout et n'importe quoi. Personne ne s'en est servi autant que l'État.

**Ils ont tenté de vous tuer en 1975.**

Ils avaient placé des explosifs dans les endroits où les réfugiés se déplaçaient, devant des maisons... Bien avant le GAL, nous nous occupions déjà nous-mêmes de la sécurité des réfugiés. La tentative d'assassinat à mon encontre, c'était le 5 juin 1975, dans un quartier de Biarritz. Un ami m'avait prêté une voiture. On devait aller voir un médecin ; mon fils Egoitz avait un an, et ma fille Irati venait de naître. J'étais entrain d'écrire une lettre à un prisonnier, à l'intérieur de la maison, quand la voiture a explosé dehors.

**À cause de l'affaire Saragosse, en 2002, vous vous êtes remis en fuite.**

Ils ont construit cette affaire de toute pièce en 2001 : l'affaire avait été portée à la Cour suprême d'Espagne, et ils m'ont impliqué. J'aimerais voir combien de pages ils ont écrites cette année-là. J'ai dû également

passer des moments difficiles au Parlement de Vitoria-Gasteiz [Pays Basque Sud; CAB : provinces Araba, Bizkaia, Gipuzkoa], parfois, parce qu'ils m'empêchaient même de parler. C'était un engrenage, je n'avais aucune garantie. J'ai donc décidé de ne pas me présenter devant la Cour, et de me remettre en fuite.



**Quel était votre but en vous remettant en fuite ?**

J'avais des doutes sur Lizarra-Garazi [1998-1999] : « Que diable s'est-il passé ? », je me demandais. La question était de savoir comment se sortir de là. J'ai eu de la chance, car des militants de l'organisation que j'ai rencontrés, et d'autres personnes qui gravitaient autour de l'organisation étaient dans cette perspective : quel chemin faire pour que cela aboutisse à une négociation ? L'organisation a fait quelques pas, et dans le même temps, — je m'en suis aperçu plus tard — Arnaldo Otegi avait certains rapports avec Jesus Egiguren, pendant des années. Les efforts, aussi petits soient-ils, finissent toujours par payer.

## **Que s'est-il passé pendant Lizarra-Garazi ?**

Je n'ai pas vécu cette époque en première ligne puisque j'étais en prison. À vrai dire, je ne comprenais pas pourquoi ça avait échoué, mais c'est peut-être parce que je n'avais pas suivi les événements de près. Mais pour moi, l'accord, c'était déjà une belle étape : nous recherchions la construction d'un front populaire commun, nous y sommes parvenus... Ensuite, le PNV ne s'y est pas tenu, mais on sait comment ils fonctionnent depuis le temps... J'ai toujours pensé, dans le monde diplomatique, que si vous vous asseyez avec quelqu'un pour signer un accord, et qu'en face c'est un État, ou une force politique comme le PNV, il faut se préparer à ce qu'ils ne respectent pas l'accord le lendemain même la signature. C'est important de préparer le peuple à cela. Il faut expliquer : ça va arriver, et vous devrez prendre le relai. Durant Lizarra-Garazi ce travail d'explication n'a pas été fait, ni même en 2005.

## **Pour arriver au processus 2005-2006, qu'avez-vous fait ?**

Le premier boulot est à faire en interne. Gerry Adams disait que les problèmes internes étaient plus importants que les difficultés extérieures. En 2005, j'ai rencontré ces mêmes difficultés, car la logique de 2005 n'était pas la même qu'en 2002, 2003 ou 2004. Ce fut un grand pas en arrière dans la confrontation avec l'État. Le travail se faisait dans plusieurs directions. D'une part il y avait la voie empruntée à Txillarre [Elgoibar, Gipuzkoa, Pays Basque Sud]. D'autre part, il y avait le travail que nous avons entamé. Quand je dis *nous* je ne parle pas seulement de l'organisation, c'est bien plus large que ça, je parle de la société civile.

## **Avant ce processus, ETA avait eu des échanges avec le Centre Suisse Henri Dunant.**

Je me souviens qu'un membre d'ETA m'avait parlé de quelqu'un d'Henri Dunant [HD] qui s'était mis en relation, en Bizkaia avec la gauche *abertzale* pour dire qu'il serait prêt à faciliter un processus de négociation. J'avais toujours pris une certaine distance avec de telles institutions, parce qu'elles agissent toujours selon les intérêts des États. Ils vivent par et pour ça. Petit à petit, nous sommes rentrés en contact avec eux, et nous avons discuté de manière très claire. Ils

nous expliquaient qui ils étaient, ce qu'ils faisaient, ce qu'ils avaient fait... Les choses se dessinaient, et devenaient de plus en plus claires en 2004. C'est dans ce contexte que les attentats et les élections de mars ont eu lieu à Madrid. Les attentats qui se sont produits à Madrid montrent ce que c'est que le terrorisme, ou ce que les Etats sont capables de faire, ce sont des massacres aveugles.

**Il y a eu une liberté de mouvement pendant ce processus. On dit que vous aviez certains numéros de téléphones.**

Nous sommes arrivés à Genève en juin 2005 ; ceux du centre Henri Dunant nous avaient emmenés depuis l'État français jusqu'en Suisse. Le Gouvernement Suisse est fédéral, et celui qui se chargeait de ces affaires était le ministère de la Justice. HD avait des contacts avec des responsables gouvernementaux. Eux savaient ce qu'ils faisaient. Et même si le gouvernement ne le savait pas officiellement, en réalité, il savait ce que nous allions faire, et que nous étions sous la coupole de HD. Quelques jours plus tard, un membre de HD nous a dit que nous avions rendez-vous avec Jesus Eiguren la semaine suivante. Je lui avais indiqué que je le connaissais du Parlement [de la CAB]. Nous nous sommes rencontrés pour la première fois dans un hôtel près du lac de Genève.

### **Au President Wilson Hotel.**

Je l'y ai revu plusieurs fois par la suite. En dehors de Genève aussi, à plusieurs endroits ; à la montagne... La première réunion consistait à déterminer des choses simples mais il fallait fixer les premiers pas à faire dans toutes les négociations : il fallait déterminer très clairement comment nous allions mener les négociations initiales. Avant cela, il y avait une chose fondamentale : comment notre sécurité était-elle assurée ? Pour cela, les gens de HD nous garantissaient qu'il n'y avait pas de problème en Suisse, mais si nous voulions aller dans l'Etat français, nous ne pouvions pas. On leur disait qu'Eiguren pouvait appeler le ministre de l'Intérieur espagnol Alfredo Perez Rubalcaba, mais que nous, nous ne pouvions appeler personne. Nous avons besoin de garanties. Alors Eiguren aurait demandé à Rubalcaba, qui aurait demandé aux services espagnols, qui eux auraient demandé aux services français. Finalement, la séance suivante on avait obtenu deux numéros de téléphone.

**Ceux de Victor Garcia de Hidalgo, directeur général de la police espagnole, et de Christian Lambert, collaborateur de confiance de Nicolas Sarkozy, n'est-ce pas ?**

C'est exact. Mais nous ne savions pas à qui ils appartenait. C'est quand Ion Iurrebaso a été arrêté en mars 2006 que nous l'avons appris. Les policiers ont commencé à regarder son téléphone et ils ont vu à qui appartenait ces deux numéros. Ils nous avaient été donnés pour qu'en cas de problème avec la police française, on puisse appeler Lambert ; et qu'en cas de problème avec la police espagnole, Garcia de Hidalgo soit contacté.

**Comment aviez-vous en ayant ces garanties ?**

Je n'ai pas eu à utiliser ces numéros. Les personnes qui nous transportaient étaient du HD. Il y avait une certaine protection, une tolérance, parce que la Suisse, la France et l'Espagne le savaient.

**Le 21 juin 2005, la première rencontre ETA-Madrid avait lieu à Genève. De quelle façon y avez-vous participé ?**

J'étais un interlocuteur désigné par l'organisation, pour rencontrer le représentant du Gouvernement espagnol.

**Et puis les décisions étaient prises par la direction d'ETA.**

Oui, bien sûr. Il y avait un cadre général avec lequel il fallait faire correspondre les termes et les déclarations négociés.

**Vous étiez membre de la direction d'ETA ?**

Non, non, non.

**Un rapport confidentiel de la police française ne vous désigne pas comme membre d'ETA, mais comme représentant interlocuteur.**

C'est dit très clairement.

**En octobre dernier, dans des interviews accordées à des médias français, vous disiez avoir eu beaucoup de relations avec des acteurs du Pays Basque.**

Oui, avec différents acteurs, y compris avec des personnes extérieures. La première personne que nous avons rencontrée c'était l'ambassadeur de Norvège, il habitait Genève et il nous avait invités à prendre l'apéritif chez lui. On savait que la Norvège soutenait le processus. Quelques semaines plus tard, la Norvège a exigé la possibilité que l'accord puisse être conclu en Norvège.

**Qu'est-ce que vous en pensiez ?**

Je pensais à la façon dont tout devait se faire. Je me rappelle qu'il y avait des grandes feuilles de papier dans l'hôtel où nous avons fait notre première réunion, et j'ai dit à Jésus Egiguren— en castillan, parce qu'il y avait une personne du centre HD qui s'occupait de tout noter,— : « Je vais t'expliquer nos opinions ». Il m'avait répondu : « Vous avez fait du bon travail, je trouve que ces démarches sont bonnes ». Il y a apporté quelques précisions, mais de manière générale, on a pris ça pour base. Cette grande feuille de papier doit être encore aujourd'hui conservée quelque part. On a commencé comme ça, pas à pas. Et quand c'était quasiment terminé on nous a conduits en Norvège. Nous ne savions pas où nous allions exactement, mais nous allions en Norvège. Quand nous sommes sortis de l'aéroport, nous avons pris une porte dérobée, sans devoir montrer nos papiers. Il y avait une douzaine de voiture de police ; et on nous a conduits dans un hôtel.

**Avait-il une bonne entente entre Madrid et les délégations d'ETA ?**

Le but de notre groupe était de travailler et de résoudre les conséquences du conflit avec tout ce que cela impliquait. Prisonniers, victimes, caches d'armes, réfugiés,...; c'est un monde complexe. Pour en arriver là, il fallait se mettre d'accord sur la déclaration que devait faire l'organisation, et sur ce que devait faire [José Luis Rodriguez] Zapatero [président du gouvernement espagnol]. Nous devons discuter de tout cela : qui devait commencer, quels termes il fallait employer, quand et comment Zapatero devait le faire, dans quel contexte ? Nous avons débattu de tout ça, point par point.

**La première séance s'est terminée le 14 juillet 2005. En étiez-vous satisfait ?**

J'y croyais, je voyais qu'on avait une chance d'y arriver. Mais l'un des dirigeants de l'organisation m'avait fait déchanter avant d'y aller. Je m'étais rendu compte que sa façon de penser la négociation était totalement opposée à la mienne. C'est à ce moment là que je me suis rendu compte qu'il s'était passé quelque chose au sein l'organisation.

**Quand avait eu lieu cette réunion ?**

La rencontre avec le membre de la direction de l'organisation eut lieu le mois de juin, la veille de notre départ en voiture pour Genève. Le fait est que j'avais participé aux débats de la première phase, parce que je partageais une certaine vision de la négociation : un itinéraire fixé au sein de la direction de l'organisation. Que s'est-il passé ? En fait, pendant ce temps, les militants de l'organisation qui avaient pris ces décisions ont été arrêtés peu à peu. Ensuite, nous avons appris que la direction de l'organisation était entièrement contrôlée. Il ne s'agissait pas seulement d'éviter un processus, mais de provoquer une implosion au sein de l'organisation. C'était le but de la police.

**Est-ce que la direction a été prise par des personnes qui avaient une autre vision du processus ?**

Oui, on l'a bien vu. Je me suis rendu compte qu'il s'était passé quelque chose, je ne savais pas quoi, mais je disais : « Je suis entrain de me tromper ; là, la communication est rompue ». J'avais l'épée de Damoclès au-dessus de la tête.

**Pensez-vous que le gouvernement espagnol avait alors la volonté d' arriver à un accord ?**

Si l'accord est tombé à l'eau à ce moment là, ce n'est pas uniquement à cause de l'attitude de Madrid. Si tu ne veux pas entrer dans une négociation et que tu n'y crois pas, que vas-tu parvenir à faire ? Et si tu penses encore qu'avec ce mode d'action tu vas dominer l'ennemi qui est encore devant toi, tu te trompes.



**Début de décembre 2005, vous obtenez le prés-accord d'Oslo. Vous étiez satisfait ?**

Bien sûr. Je pense que la direction de l'organisation ne croyait pas que nous, représentants, allions obtenir quelque chose. C'était donc une première surprise. Quand je suis arrivé avec le papier, ils ont fait : « Punaise ! Ça s'est fait ? ».

**Mais en février 2006, ETA a apporté quelques modifications à l'accord d'Oslo. Étaient-elles importantes ?**

Disons que quelques précisions ont été apportées.

**Vous n'étiez pas optimiste à ce moment-là ?**

Non, mais je me disais qu'il était encore possible de changer la donne.

**À la fin du mois de mars, ETA déclare un cessez-le-feu.**

Cela faisait partie d'une certaine dynamique.

**Zapatero a déclaré dans sa déclaration de juin 2006 qu'il respecterait la décision des Basques. C'est ce sur quoi vous vous étiez mis d'accord à Oslo ?**

Oui, et on s'était même mis d'accord sur le certificat de cessez-le-feu de l'organisation. Il est vrai que la déclaration de Zapatero ne fut pas mot pour mot celle sur laquelle il y avait eu un accord. Ce que nous avons convenu était clair. Simplement, l'objectif était de dire que l'Etat espagnol accepterait ce que les Basques décideraient démocratiquement pour leur avenir. Ça, c'était la première phase. La seconde était censée commencer ensuite ; entre les différents acteurs et pour traiter l'aspect *technique*, et les conséquences.

**Quand vous parliez avec les organisations basques, qu'est-ce que vous ressentiez ?**

C'était quelque chose qu'ils attendaient. Ceux de la gauche *abertzale* aussi, parce que quelques avancées avaient été faites. Deux espaces se formaient, et chacun avait son propre cheminement.

**La proposition de Batasuna (14/11/2014) à Anoeta est aussi à replacer dans ce contexte-là.**

Ça a été très important, et pas seulement au Pays Basque. Les acteurs internationaux le voyaient très clairement. Ils voyaient que ça devenait plus faisable.

**Sur la déclaration de Zapatero, ETA a fait sa propre interprétation. Batasuna a fait la sienne, plus optimiste.**

C'est exact.

**Toute la gauche *abertzale* avait-elle franchi le premier pas vers cette optique en 1995, avec l'apparition de l'Alternative Démocratique ETA ?**

C'est à ce moment là que l'organisation a commencé à tracer ce chemin. Cependant, à l'époque de KAS, je disais aux responsables que les choses devaient avancer, et que ce ne serait pas grâce à la lutte armée, mais bel et bien par le travail et par la pression du peuple. Ce changement de mentalité a commencé par la suite. De toute façon, je dirais que ce travail continue encore aujourd'hui, mais je le dis en étant loin, parce que je ne suis pas au Pays Basque maintenant.

**Si ETA était censée participer sur le plan *technique*, pourquoi a-t-elle négocié la déclaration de Zapatero ?**

La déclaration était une clé pour mettre en place ces deux espaces, pour ouvrir les deux processus. La première étape des négociations était de régler cela. La seconde phase était de se poser sur la table pour discuter de choses plus précises.

**Vos dernières réunions se sont déroulées en septembre 2006 ?**

J'ai quitté Oslo l'été.

**José Manuel Gomez Benitez, représentant de l'Espagne affirmait en 2017 au quotidien BERRIA, que ces réunions avaient eu lieu les 26, 27 et 28 septembre 2006, et que c'est à ce moment là que vous avez arrêté, que c'était vos dernières réunions.**

Sans doute. J'ai oublié certaines choses.

**La Garde Civile dit que votre dernière réunion a eu lieu le 15 décembre.**

Non, sûrement pas.

**Vous avez quitté la table de négociation seul ?**

Oui.

**En avez-vous informé les représentants de Madrid ?**

Je ne leur ai rien dit.

**À qui l'avez vous dit ?**

Au centre Henri Dunant. Je leur ai dit que j'avais des problèmes personnels. Ils n'ont pas dû me croire, et pourtant...

**Xabier Lopez Peña vous a-t-il rejoint pour la première fois lors de cette série de réunions ?**

Oui.

**Autour de la table, c'était le signe d'un changement ?**

Oui, il ne croyait pas au processus.

**C'est le 20 septembre 2006 que Batasuna, PSE-EE et EAJ ont commencé à discuter, à Loiola [Azpeitia, Gipuzkoa, Pays Basque Sud]. Vous avez entendu parler de ces réunions ?**

Non, j'avais coupé tout lien.

**Auparavant, à la mi-août, ETA déclarait dans un document que si les « attaques » continuaient à Madrid, elle « répondrait ». ETA a commis un attentat en décembre à Madrid dans le T4. Deux morts, deux civils.**

Je pensais que le cessez-le-feu serait rompu, mais pas en faisant une action de ce type durant le-dit cessez-le-feu. Qu'une organisation en cessation de feu, fasse une action de ce genre n'a ni queue ni tête. Au Pays Basque, la parole de l'organisation a toujours été prise très au sérieux. Quelque chose s'est cassé avec le T4, au sein population basque. Les gens n'ont pas compris.

**2005-2006. Était-ce le dernier train pour la réparation intégrale du conflit ?**

Sur le moment, on ne pouvait pas dire ça. Après des années, on peut le dire.

## **Pourquoi n'y a-t-il pas eu de suite ?**

L'organisation est tombé, comme un taureau dans l'arène, dans le piège tendu par l'État espagnol, et c'est précisément ce qu'il faut éviter dans une négociation. Si vous croyez à une négociation, vous devez savoir que l'État va vous jouer des tours. Pour que le peuple soutienne, il faut faire un travail auprès de la base et des cadres de la gauche *abertzale*, afin que le peuple sache comment va se comporter l'État ; s'il ne le sait pas, il y a un risque de déception, parce que la communication de haut en bas ne se fait pas.

**Ce n'était pas facile pour la gauche *abertzale* à ce moment là, à cause de l'illégalisation.**

Il était difficile de faire ce travail à ce moment-là, mais de la même façon que certaines choses ont été faites, ça aussi, ça aurait pu être fait. À ce moment là, la priorité était la survie de la gauche *abertzale*, et cette situation y était également liée.

**Vous avez préparé le processus de dialogue d'Alger (1989), n'est-ce pas ?**

Oui.

**Vous êtes allé en Algérie ?**

Souvent.

**En tant que membre du groupe international d'ETA ?**

Oui.

**Ce fut la première table de dialogue officielle entre ETA et Madrid.**

C'était une étape très importante, pas seulement pour l'organisation, mais pour la lutte que menait le Pays Basque. L'Algérie avait reçu ETA comme représentant du Pays Basque et, en face, il y avait la représentation d'un État : l'Espagne.

## **Ce processus a lui aussi échoué.**

L'organisation s'est présentée avec l'alternative Kas : le Pays Basque Sud devait décider de son avenir, l'autonomie pour les quatre provinces du Sud... Il s'agissait de revendications tactiques. Mais le processus est entré dans une *impasse*. Madrid a voulu mesurer jusqu'où on pouvait aller.

## **ETA, en mars 1989, entre autres choses, vous a désigné pour vous joindre à la table de dialogue.**

J'ai découvert cela alors que j'étais en prison en France. Je me souviens que Julen Madariaga était en prison avec nous, et il m'avait dit qu'on allait bientôt me faire sortir. Madariaga disait cela parce qu'il avait appris qu'ETA voulait me voir à la table de dialogue, mais moi, je ne savais pas... En 1999 il m'est arrivé la même chose, quand j'étais en prison à Alcalá-Meco, j'ai lu dans le journal que j'étais nommé, en même temps que d'autres, pour la deuxième table de dialogue.

## **À propos d'Alger, quelle était la différence avec le processus 2005-2006 ?**

On voulait débattre à propos de tout durant la table d'Alger. En 2005, l'organisation ne s'est pas présentée de la même façon qu'à Alger en tant que représentant du peuple. On voulait laisser les discussions sur l'avenir entre les mains des représentants politiques de notre pays.

## **Qu'avez-vous fait depuis 2007 ?**

Ma vie. Dans un village des Pyrénées, en France : Durban-sur-Arize. J'étais intégré. Presque tous les matins, j'allais faire du sport, puis déjeuner, puis aider les paysans du quartier, aller tailler du bois dans la montagne, jardiner... Le travail de la ferme ! Je m'entendais bien avec eux.

## **Que savaient-ils de vous ?**

Rien.

**Là-bas, vous étiez...**

*Daniel Martin*. Un homme d'origine espagnole, ayant vécu en France, et ayant fait ses études à Paris.

**Vous n'étiez pas en contact avec la gauche *abertzale*.**

Non, je n'allais même pas sur Internet. La seule relation que j'avais était avec ma famille, et c'était très occasionnel.

**Vous sentiez la présence de la police ?**

À ce moment-là, non.

**Après avoir rompu les discussions en mai 2007, la gauche *abertzale* a repris le chemin pour le changement de stratégie plus rapidement.**

Je l'ai appris par la suite, parce qu'en venant me rendre visite, on me transmettait une année entière d'informations sur une clé USB : articles de journaux, rapports de la gauche *abertzale*. Je l'ai donc su, sans avoir plus de détails.

**Le changement était-il nécessaire ?**

Oui, bien sûr.

**Vous a-t-on demandé une contribution ?**

Non, et même si on me l'avait demandée, je ne l'aurais pas fait.

**En 2011 et 2013, vous étiez à Oslo, après la fin de l'activité armée d'ETA, dans le groupe de représentants.**

Au début, je n'en avais pas envie du tout.

**Pourquoi y êtes-vous allé, alors ?**

Les organisations non gouvernementales internationales demandaient que je sois à Oslo, parce que c'était une sorte de garantie pour elles.

Même les gouvernements concernés disaient qu'ils voulaient quelqu'un qui avait un parcours. C'est pour ça qu'ils m'ont convaincu. Dès le début, mon angoisse était de savoir si les représentants de l'organisation que j'y trouverais avaient changé de ligne, ou s'ils étaient toujours sur une ligne militariste. Finalement, on m'a dit que c'étaient des militants qui avaient pris le virage du changement de stratégie en 2009. Dans ces conditions, j'étais d'accord.

### **ETA a annoncé la fin de son activité armée le 20 octobre 2011. Quand est-ce qu'on vous a demandé d'aller à Oslo ?**

Deux ou trois mois plus tôt. On m'a dit qu'il y avait des contacts avec Madrid, par le biais du centre Henri Dunant, et qu'ils travaillaient sur une feuille de route sur les conséquences du conflit, et que la conférence d'Aiete aurait lieu. Je voyais que ça prenait forme.

### **Comment êtes-vous allé à Oslo ?**

J'ai eu un rendez-vous dans un village d'Ariège. Un membre d'Henri Dunant est venu me chercher et nous sommes montés dans une voiture diplomatique direction Paris. Une fois arrivés là-bas, nous avons été emmenés à l'ambassade norvégienne, nous y avons dormi. Nous avons pris la même voiture le jour suivant, et nous avons voyagé pendant 22 heures ou 23 heures. Nous sommes arrivés dans un hôtel où se trouvaient David [Pla] et Iratxe [Sorzabal]. Je connaissais cet hôtel, car nous y avons signé un accord. Il se trouve à une heure et quelques d'Oslo, dans un village.

### **Madrid ne vint pas à la table d'Oslo.**

Non.

### **Pas même un geste ?**

Fin 2012, un haut placé du Vatican s'est présenté à notre réunion, en disant que le ministre de l'Intérieur espagnol, [Jorge] Fernandez Diaz, l'avait appelé et qu'il venait poser une question à sa place. La question était de savoir si nous étions prêts à discuter. Évidemment ! On attendait l'Espagne depuis un an. Il nous dit alors qu'il ferait parvenir notre réponse à Madrid. Depuis, silence radio. Je ne sais pas ce qu'il a

pu se passer. Celui qui contrôlait tout dans le gouvernement du PP, c'était [Jorge] Moragas. Il a peut-être su que le ministre de l'Intérieur tramait quelque chose, et il a tout interrompu. Mais je ne sais pas vraiment.

**Les élections législatives auraient dû avoir lieu en mars 2012, mais Zapatero les avait avancées au mois de novembre 2011.**

Une demi-année aurait donné plus de marge de manoeuvre. Je crois que le processus d'Oslo aurait pu aboutir.

**Le PP a obtenu la majorité absolue.**

Oui, mais il faut aussi analyser le caractère du président Mariano Rajoy. Il n'est pas du genre à prendre beaucoup de décisions. À cette époque, en décembre 2012, Rajoy était venu en Norvège pour le prix Nobel décerné à l'Union Européenne, et avait rencontré le gouvernement norvégien, mais il ne leur avait pas touché un mot à propos de notre affaire.

**Quelle était l'ambiance générale autour de la table d'Oslo ?**

Personne ne comprenait l'attitude des Espagnols. Ils disaient qu'ils avaient traité mille affaires, et qu'ils n'avaient pas connu pareille attitude.

**La communauté internationale n'avait-elle pas assez de force, ou de volonté pour faire pression sur l'Espagne ?**

Toutes les affaires internationales se jouent en fonction de certains intérêts, le plus souvent économiques ; que ce soit entre le Yémen, la Syrie, l'Irak ou le conflit colombien. On n'obtient jamais rien gratuitement. Et qu'est-ce que représente le Pays Basque dans ce monde globalisé ?

**D'octobre 2011 à début 2013, votre groupe est-il resté de manière permanente en Norvège ?**

Oui, nous étions là-bas, à Oslo et ses alentours.

### **Pendant combien de temps exactement ?**

Moi, jusqu'en février 2013. Les deux autres membres étaient partis un peu plus tôt, je ne sais pas quand exactement.

### **Comment en êtes-vous parti ?**

Certains ont dit que nous avons été expulsés, c'est ce que certains ont voulu faire croire. J'ai quitté la Norvège, en avion, avec mon passeport diplomatique et on m'a emmené à l'endroit que je voulais. Drôle de façon d'être expulsé, n'est-ce pas ?

### **Où vous-êtes vous rendu, en France ?**

À Durban-sur-Arize. J'y suis arrivé un soir. Il neigeait. Les gens m'attendaient, autour d'une table, pour dîner. Je leur ai dit que j'avais passé un an à Paris, à faire des études. Ils ne lisaient pas les médias, donc je ne risquais rien.

### **Et vous avez continué de travailler comme paysan ?**

Oui.

### **Paris vous jugera de nouveau l'an prochain pour les processus de 2005-2006 et 2011-2013.**

Pour un des processus, ils me considèrent comme un des dirigeants d'ETA, et ils disent que je rencontrais des gens pour préparer les négociations de paix. Ça veut dire quoi ? Négocier pour la paix est-il un crime terroriste ? Ça n'a aucun sens. De plus, certains éléments ont été modifiés, sans donner plus de détails.

### **Paris est-il à la botte de Madrid ?**

Oui.

### **Au Pays Basque Nord, un travail a été mené afin d'exercer une influence sur Paris.**

Ça a été beaucoup de travail, mais cela ne s'est pas fait seulement

pour le processus de désarmement. Le Pays Basque Nord, c'est petit, il n'y a que 300 000 habitants, mais en matière de résolution de conflit, c'est un exemple pour n'importe quel conflit dans le monde. Il faut continuer le travail quotidien, et il faut continuer à toquer aux portes de Paris, à entretenir les réseaux... C'est un travail constant. C'est ce qu'il nous reste à faire dans l'Etat espagnol.

**3 mai 2018 : jour de la dissolution d'ETA. Pourquoi avoir lu la déclaration ?**

Parce qu'ils me l'ont demandé. Quand je regarde autour de moi, je vois malheureusement qu'il n'y a plus beaucoup d'anciens camarades, parce qu'ils ont été tués ou qu'ils sont morts. Ils avaient un parcours plus profond et plus solide que le mien. J'ai donné mon accord parce que je pensais qu'il fallait que ça se termine ainsi. S'il a été utile que j'y participe, alors tant mieux.

**Saviez-vous que quelqu'un d'autre lirait la déclaration ?**

Oui, et qu'il y avait plusieurs possibilités.

**On vous a demandé de la lire bien avant ?**

Non.

**Vous vous êtes filmé entrain de la lire ?**

Oui.

**Pour qui était-ce ?**

Je ne sais pas exactement quel format la vidéo a pris, mais je crois que certains membres de la communauté internationale l'ont vue. En revanche, lors de sa diffusion, il ne restait plus que la voix de l'enregistrement.

**Quel sentiment avez-vous éprouvé en lisant cette déclaration ? C'était la fin du parcours d'ETA.**

Ce moment était très important dans le combat pour les droits de notre

peuple. Mais ce n'était pas la fin de tout. On a vu qu'il y a encore des choses à faire, et qu'il nous appartient à tous de les faire. L'acteur de tout cela, ce doit être le peuple.

---



**« Il nous appartient à tous de  
construire l'avenir pour que ce que  
nous avons vécu ne se répète plus »**

Les victimes, les prisonniers basques, l'entente... Ce sont des sujets qui demeurent sur la scène politique, presque dix ans après la fin de l'activité armée d'ETA. Josu Urrutikoetxea s'est exprimé en faveur de l'absence de nouveaux faits de violence.

## **ETA a tué 774 personnes, selon son propre aveu en 2018.**

Quand la violence est un outil, un instrument, pour atteindre des fins politiques, cela conduit à des conséquences malheureusement irréversibles. Un jour, j'allais de la prison de Langraiz au Parlement de la CAB, dans une voiture de la Ertzaintza et j'ai dit à l'un des policiers : « Croyez-vous que celui qui appuie sur la détente le fait par plaisir ? ». S'il pense que oui, il se trompe. Le fait est que l'usage de la violence, bien que le but en soit clair, a des conséquences dramatiques, j'ai toujours ressenti ça.

**Un peu avant sa dissolution, le 8 avril 2018, ETA s'était exprimé sur le mal qui a été causé. ETA a demandé « pardon » aux victimes « qui ne participaient pas de façon directe au conflit ». La déclaration n'a pas été bien perçue dans la société basque.**

L'organisation a fait une distinction parce que certains avaient eu des responsabilités directes dans le contexte général, dans cette oppression, c'est ce que dit la déclaration. Il ne s'agit pas tant de s'excuser ou non ; il s'agit plutôt de ne pas rester bloqué dans le passé, d'en tirer des leçons, et de tout mettre en œuvre pour éviter que cela ne se reproduise. Un conflit qui ne se résout pas peut avoir des conséquences, n'importe où. Une minorité repose son attitude sur la haine et la vengeance. Je ne crois pas qu'on puisse construire quelque chose de durable ainsi. Cependant, dans le respect de cette minorité, nous devons construire notre avenir tous ensemble. Pour contribuer à cet avenir, je ne me suis jamais basé sur la haine ni la vengeance.

**On demande à la gauche *abertzale* de faire un examen critique sur l'activité d'ETA.**

On joue avec les mots. Nous devons construire notre avenir tous les jours, avec optimisme, et cela nous concerne tous, afin que ce que nous avons vécu ne se reproduise pas. Y a-t-il un mot magique ? Et demain, tout sera réglé ? Il s'agit d'adopter la logique adéquate, pour construire ensemble.

**Il y a encore environ 225 prisonniers basques. Paris et Madrid sont-ils en train de faire des avancés pour la résolution du conflit ?**

Le Collectif des prisonniers a bougé en acceptant d'avancer en respectant la législation des Etats, mais que se passe-t-il ? Les États eux-mêmes ne respectent pas leur loi, sauf dans certains cas. Jusqu'où oseront-ils aller, non pas pour faire quelque chose de particulier, mais juste pour respecter la législation ?

**Les gouvernements devraient-ils faire d'avantage de pas en avant ?**

Qu'ils respectent leurs lois, d'abord. Il y a de la place dans les prisons du Pays Basque. Dans le traité d'Ajuriaen [1988], il y a une chose écrite, mais non publiée : que si la lutte armée cessait, les prisonniers devraient être libérés ! Libérés ! Il y a vraiment un retour en arrière...

**Comment contraindre les Etats à régler la question des prisonniers basques ?**

Je rappellerai l'éternelle recette : le travail quotidien, dans tous les domaines, chacun dans sa branche.

---

## Construire une nation « est une discipline »

**Comment voyez-vous le Pays Basque ?**

De loin... Tout d'abord, il faut comprendre qu'il n'est pas un *oasis*. Malheureusement, cette crise sanitaire accélère l'individualisme porté par le néolibéralisme, et le système en profite pour prendre des mesures encore plus profondes.

**La conscience nationale est-elle suffisante ?**

Nous construirons notre avenir petit à petit, je ne suis pas inquiet. Ce qui m'inquiète, c'est la situation du basque, l'utilisation du basque. C'est la responsabilité de tout en chacun, mais surtout des plus jeunes, parce c'est eux qui seront là après nous. Ceux qui venaient fuyant le

franquisme, à Zeberio [Bizkaia], finissaient par apprendre le basque. Mais quand j'y suis allé pour une réunion en 2002, j'ai vu que les enfants qui sortaient de l'école parlaient castillan. Bien sûr, on perçoit une envie de construire la nation, mais la construire, c'est une pratique.

### **Le Pays Basque est-il prêt pour la souveraineté ?**

Les conditions dans différents domaines sont réunies. Il y a un énorme potentiel.

### **Et dans le chemin vers l'indépendance, peut-on imaginer la république basque dans les années à venir ?**

La république basque, pourquoi pas ? Toutes les conditions sont réunies. Je vois que les nouvelles générations ont envie de lutter en ce sens. C'est un autre siècle, avec d'autres outils que les nôtres, que nous n'avons pas connus, mais il y a aussi d'autres ennemis qui découlent du néolibéralisme et de la mondialisation, mais avec les outils que nous avons maintenant, en nous faisant confiance, et en travaillant tous les jours, le processus est irréversible.

.....

#### ***BERRIA (16/12/2020), en basque :***

<https://www.berria.eus/albisteak/191232/delitu-terrorista-al-da-bakea-negoziatzea-ez-du-zentzurik.htm>

#### ***Vidéo (11 minutes) :***

[https://www.youtube.com/watch?v=Jtfl2KxZ1u4&feature=emb\\_logo](https://www.youtube.com/watch?v=Jtfl2KxZ1u4&feature=emb_logo)